



IMPACTS SUR L'ÉQUILIBRE DE LA FERME DES CHOIX ÉTHIQUES EN MARAÎCHAGE BIOLOGIQUE DIVERSIFIÉ



“ Repères techniques et impacts économiques des situations variables de démarrage d'activité en maraîchage biologique diversifié orienté vente directe et circuits courts. ”

CONTEXTE

Le maraîchage biologique diversifié orienté vers les circuits courts sont des systèmes plébiscités par les candidats à la création d'activité agricole, notamment sur des profils en reconversion professionnelle. Les projets en agriculture biologique et orientés vente directe/circuits courts accordent souvent une grande importance à la durabilité des pratiques et à l'éthique en général. Les situations spécifiques à chaque démarrage d'activité sont également très variables selon différentes approches. On constate sur le terrain un manque d'anticipation des conséquences économiques ou stratégique de différents paramètres pourtant déterminants dans la réussite des projets et leur probabilité de viabilité à long terme, où l'on définira la viabilité comme l'atteinte d'un équilibre satisfaisant pour les praticiens et praticiennes entre travail, économique et éthique. Ces équilibres peuvent fortement varier selon les individus et leurs situations/priorités personnelles. **Cette fiche technique a pour objectif principal de dégrossir un certain nombre de variables et de situations qui ont de forts impact sur ces équilibres à l'échelle de la ferme et des praticien(ne)s ; ceci dans le but de permettre aux candidats à l'installation de prendre du recul sur leur projet et de bâtir un prévisionnel le plus cohérent possible pour éviter les déconvenues une fois l'activité lancée.** Sans oublier que de nombreux autres sujets doivent être pris en compte pour le dimensionnement cohérent d'une activité (notamment la cohérence et l'efficacité commerciale en vente directe par exemple). **Ces éléments pourront également nourrir la réflexion de maraîcher(e)s déjà en place et souhaitant faire évoluer leur système.** Il ne s'agit pas de juger et de mettre en avant ou dénigrer telle pratique ou positionnement éthique, mais de faire comprendre les impacts que pourront avoir tel choix ou tel contexte sur la réussite des projets et leur efficacité économique.

Les éléments abordés ici sont la synthèse des actions réalisées depuis 2017 pour les maraîchers installés et les candidats à l'installation, en grande majorité sur le département des Landes : accompagnement individuels, collectifs, échanges entre praticien(ne)s, formations, interventions auprès des stagiaires en BPREA, veille bibliographique, implication dans des projets à plus grande échelle, en interne à Agrobio40, en réseau régional Bio Nouvelle-Aquitaine, en réseau national FNAB mais aussi avec d'autres partenaires du développement agricole et de la recherche agronomique, principalement sur les systèmes de maraîchage biologique diversifié orienté vente directe et circuits courts cultivant moins de 2 Ha de légumes biologiques (planches + passe pieds). Les sujets sont traités ici de façon succincte et ils peuvent faire l'objet d'un travail de décryptage plus précis et conséquent.



POSITIONNEMENTS ÉTHIQUES

De nombreuses créations d'activité en maraîchage biologique diversifié orienté en circuits courts et vente directe accordent une grande importance aux approches éthiques et de durabilité environnementale. Les externalités positives de l'agriculture biologique sont nombreuses et ne sont pas toujours chiffrées en comptabilité, quand par ailleurs les externalités négatives d'autres modes de productions ne sont également pas toujours chiffrées et/ou considérées économiquement. Pour ces raisons, un certain nombre de choix écologiques ou éthiques ne sont pas rémunérateurs voire coûteux pour les maraîchers biologiques. On cherchera ici à donner quelques exemples précis. **De manière générale, des approches éthiques très prononcées peuvent devenir très contraignantes et affecter la rentabilité du travail. Ainsi, plus les contraintes éthiques appliquées sont fortes au démarrage, plus la rentabilité de l'activité peut être affectée. Il convient de nuancer au cas par cas cette généralité,** mais comme pourront le dire de nombreux maraîchers bios expérimentés : « mieux vaut faire des compromis au démarrage pour garantir une efficacité économique, qui permettra alors d'ajuster les pratiques une fois le système pérennisé ; plutôt que de démarrer avec des contraintes éthiques trop fortes qui pourraient conduire à un abandon du projet en quelques années faute de rentabilité ».

IRRIGATION

Les enjeux autour de l'eau sont conséquents, complexes et concernent tous les acteurs de la société. L'accès à l'eau d'irrigation en quantité suffisante peut se révéler un challenge important, notamment en Zone de Répartition des Eaux (ZRE). Rappelons que « l'eau c'est la vie », l'eau étant le composant le plus important des êtres vivants, notamment végétaux (entre 60 et 95 % de la masse...). Sans eau, pas de croissance. Certains profils cherchent à structurer une activité maraîchère sans irrigation, souvent basé sur quelques interviews de cas particuliers de maraîchers qui cultivent sans irrigation. A moins d'accepter un niveau de risque très (trop) important, et un rendement effectif très faible (voir nul...) comparé au rendement potentiel, qui provoquera directement des difficultés de rentabilité, il est impératif de sécuriser un approvisionnement en eau suffisant.

D'une part, les maraîchers sont tenus de laver leurs légumes avec une eau de qualité potable. D'autre part, les besoins en eau des légumes sont importants : impératif sous serre et sur cultures à récolte ou implantation d'été, bornage des implantations ou irrigation des semis notamment. Certaines cultures, dans certains sols à bonne rétention en eau, à certaines périodes de l'année n'ont pas toujours besoin d'être irriguées dans nos contextes à pluviométrie importante (cas des légumes implantés en sortie d'hiver à cycle court sur printemps humide par exemple). Certaines parcelles peuvent être exposées à des remontées capillaires très importantes, notamment quand la nappe superficielle est à proximité, entraînant des besoins d'irrigation réduits par rapport à d'autres contextes. Mais même dans les situations favorables (sol à bonne réserve utile, culture peu consommatrice d'eau, période de culture avec pluviométrie importante, remontées capillaires conséquentes par exemple...), **l'absence d'irrigation n'est pas envisageable pour structurer un système de maraîchage biologique diversifié : il convient donc de réfléchir et sécuriser la ressource en eau avant de s'installer.** Différentes solutions sont possibles selon les situations, qu'il faut anticiper.



PLASTIQUE

L'usage du plastique fait partie du quotidien d'un maraîcher : bâches de serres, irrigation, voiles thermiques et anti-insectes, outils de gestion de l'herbe, palissage, manutention, sacs de consommables, pots... le plastique est partout. Nombreux maraîchers bio cherchent (et/ou on réussit ponctuellement) à en limiter l'usage, cependant ces matières sont des intrants massivement utilisés. L'usage de bâche plastique est un bon exemple de choix efficient en terme économique : dans de nombreux cas, la culture du légume sur planches couvertes avec du plastique permettra de limiter les temps consacrés au désherbage manuel, ce qui est efficient d'un point de vue économique (bien que des alternatives existent). L'impact thermique en planches sous bâche plastique noir est également un incontournable agronomique sur les cultures où les températures fraîches sont un facteur limitant de croissance : outre l'efficacité sur le temps de travail et le coût de production de la culture considérée, l'impact thermique pourra également dans certains cas amener de la précocité, une croissance et des récoltes supérieures comparée à une conduite sans plastique. **On peut distinguer les approches de plastiques à usage unique (bâche plastique annuel, goutte à goutte jetable par exemple) des plastiques à usages pluri annuels.** De manière générale, le plastique annuel coûte moins cher à l'échelle de l'année, quand le plastique pluri annuel (toiles tissées) sera une forme d'investissement qu'il faut être en mesure d'assumer et amortir, avec un coût annuel finalement plus faible que du jetable sur la durée d'utilisation du pluri annuel. D'autres éléments sont également à prendre en compte dans ces réflexions (pertinence, manutention, entretien et stockage des plastiques pluri annuels par exemple, qu'il s'agisse de paillage ou de goutte à goutte d'irrigation).

VARIÉTÉS HYBRIDES, POPULATIONS, PROTÉGÉES ET LIBRES DE DROITS

Un certain nombre de porteurs de projets, maraîchers et maraîchères ne cautionnent pas les dérives constatées dans le monde parfois globalisé de la semence. Pour ces raisons, le recours à des variétés hybrides et protégées sous COV (certificat d'obtention végétale) peut être limité voir proscrit. Ainsi, certains maraîchers chercheront à mobiliser au maximum des semences libres de droits, potentiellement multipliables par les maraîchers pour théoriquement sortir de l'obligation de racheter chaque année des semences auprès d'un fournisseur aux pratiques pas suffisamment éthiques pour les concernés (la privatisation du vivant souvent avancé comme argument). Il convient de nuancer ces approches pour différentes raisons : si des cas d'organisation de filière peu éthique ont pu être documentés par le passé, tous les semenciers qui protègent leur travail de sélection/multiplication par les systèmes de brevets / COV ne sont pas organisés sur ces modèles discutables parfois mis en avant. **Il existe plusieurs fournisseurs de semences potagères biologiques où les approches éthiques sont fortes et prioritaires. De plus, les sélections hybrides peuvent avoir des qualités agronomiques qu'on ne retrouvera pas sur des variétés populations et/ou libres de droits** (des variétés libres de droits peuvent aussi avoir des avantages agronomiques conséquents comparés aux hybrides ; tout dépend des caractéristiques recherchées pour son choix variétal). Encore une fois, il convient de faire du cas par cas et ne pas négliger que globalement les variétés non hybrides pourront présenter des facteurs limitants pour la production de ces légumes comparées aux hybrides. Ce qui ne veut pas dire pour autant que toutes les variétés protégées sont toujours plus performantes que les équivalents libres de droit.

PÉTROLE / GASOIL

Le développement économique de notre société moderne a pu se faire grâce au pétrole, une énergie relativement bon marché. Les systèmes agricoles (et plus particulièrement le maraîchage biologique diversifié) ne font pas exception, notamment par l'usage des tracteurs, la nécessité de circuits logistiques (commercialisation) et car la plupart des plastiques sont des dérivés du pétrole. On peut entendre parmi les candidats à l'installation et des maraîchers installés des souhaits de limiter l'usage de carburants, en lien avec des niveaux de mécanisation très réduits ou inexistantes et la consommation de GNR (gasoil des tracteurs), avec des volontés d'une dominante des travaux manuels et/ou à l'aide d'outils non motorisés. Des systèmes peu ou pas mécanisés ayant su atteindre une viabilité existent. Cependant, ces réussites sont associées à des contextes particuliers qu'il convient de décortiquer avant d'envisager une forme de duplication d'un tel modèle (ou plutôt source d'inspiration). Il convient toutefois de rappeler que la mécanisation, c'est déjà une forme d'efficacité du travail (cf les calculs d'équivalent énergie / rendement entre humains et moteurs thermiques de JM Jancovici : 1 l d'essence en moteur thermique c'est 100 paires de bras pendant 24h ou 10 paires de jambes sur 24 h... approche purement « énergétique » méritant d'être nuancée/détaillée mais éloquent). **La mécanisation pertinente est aussi synonyme d'économie d'échelle (donc baisse des coûts de production) et permet de limiter la fatigue physique qui est une composante importante en activité de maraîchage biologique diversifié à long terme.**



AUTOPRODUCTION

PLANTS

L'autoproduction de plants et de semences sur la ferme est un pas de plus vers l'autonomie du système. L'auto production de plants est fortement présente en maraîchage biologique diversifié et semble d'autant plus pertinente que les systèmes sont de petites dimensions. Auto produire ses plants présente de nombreux avantages : économies de charges d'approvisionnements en plants (mais augmentation d'autres charges telles que semences, terreaux, pots et plaques, infrastructures et matériels...) et surtout une plus grande souplesse sur le choix variétal, la planification et les quantités produites par espèces/variétés (où les fournisseurs de plants peuvent avoir des conditionnements minimum trop importants - outre les frais logistiques) et une dépendance en moins auprès d'un ou des fournisseurs (concrètement décalée en partie vers d'autres fournisseurs). **Mais la présence de cet atelier implique également une augmentation de la complexité technique du système** (la production de plants nécessitant des compétences particulières), **des contraintes et des investissements** (serre à plant et matériels) non présents dans les systèmes mobilisant des fournisseurs de plants. Il n'est pas rare de constater des compromis tels que les plants chauds précoces achetés à un fournisseur puis mise en place d'un atelier d'auto production des plants ne nécessitant pas de nappe chauffante. Des tentatives d'auto production de terreau ont été constatées sur le terrain mais sans réussir à atteindre la bonne qualité des terreaux professionnels (où le sourcing des matières premières pose également question sur leur caractère renouvelable ou non).

SEMENCES

L'auto production de semences est une thématique beaucoup moins présente dans les systèmes maraîchers bios concernés par cette fiche technique. Tout d'abord, des contraintes réglementaires fortes existent sur la possibilité ou non de reproduire une variété donnée pour un usage donné (Produire du légume ? De la semence ? Du plant ? Pour les professionnels ? Les particuliers... ? Pour un usage commercial ou non ?). **La variété concernée doit être libre de droit pour être reproduite et réutilisée sur la ferme en accord avec la réglementation** (attention : la réglementation est évolutive, complexe et variable selon l'espèce et l'usage considéré). D'autres part, la multiplication/sélection des nombreuses espèces potagères rencontrées en maraîchage bio diversifié nécessite aussi des compétences spécifiques (pour limiter les hybridations indésirables par exemple) ainsi qu'une organisation du travail particulière (par exemple, cas des bisannuelles à maintenir sur un bloc dans les rotations qui peut être contraignante) et nécessite de s'interroger également sur des questions sanitaires (des maladies se transmettant par les semences par exemple). Par ailleurs, le gain économique (économie de charges et d'approvisionnement en semences) n'est pas très élevé considérant les coûts actuels des semences potagères biologiques. Toutefois, on constate que de l'auto production de semence est parfois réalisée de manière ponctuelle, sur des espèces faciles à multiplier/sélectionner/stabiliser. Des organisations collectives entre plusieurs fermes se sont aussi mises en place ou sont en cours de réflexion autour de la semence potagère biologique.

ACHAT REVENTE ET COMMERCE

La question de l'achat revente revient souvent dans les échanges entre candidats à l'installation et maraîchers installés. Tout d'abord, **selon les statuts juridiques choisis par les praticien(ne)s, l'achat revente est possible, toléré ou interdit**. D'une part, certains maraîchers souhaitent offrir à leurs clients en vente directe une gamme complète, régulière et stable à l'échelle de l'année. Dans cet objectif, il convient alors de maintenir en production des légumes de bases « incontournables » que l'on sait moins « rentables » que d'autres. Ceci dans l'objectif de ne pas se reposer sur les productions d'autres fermes aux pratiques et fonctionnements inconnus. D'autres part, on rencontre aussi sur le terrain un positionnement différent qui consiste à offrir une gamme complète, régulière et variée en vente directe, où les producteurs pratiquent de l'achat revente, notamment sur les cultures à faible rentabilité (la carotte et la pomme de terre de conservation étant des cultures emblématiques de ces approches), en combinant alors l'activité de production avec une activité commerciale, de façon plus ou moins conséquente. Les compléments de gamme non produits à l'échelle individuelle de la ferme peuvent s'organiser sur le terrain de façon bien différentes (mutualisation de production entre fermes ; mutualisation d'un débouché entre fermes ; achat auprès d'un collègue puis revente ; achat à une coopérative/OP/grossiste puis revente par exemple). Certains maraîchers et clients sont très sensibles à l'absence d'achat revente (ou auto production totale), d'autres moins. De nombreux consommateurs préféreront tout de même un point de vente avec toute la gamme saisonnière plutôt que devoir aller sur plusieurs points de vente différents. La transparence et le dialogue entre clientèle en direct et producteurs/commerçants semble recommandée pour de bonnes relations durables avec ses clients mais aussi entre collègues.

NON TRAVAIL DU SOL

Le travail du sol est parfois décrié dans certains réseaux. Il est vrai qu'on constate un certain nombre de limites au travail du sol et qu'une recherche d'itinéraires techniques avec un travail du sol réduit ou inexistant peut être légitime et pertinente. Certains mettent ces avantages très en avant, ce qui peut rendre ces pratiques attrayantes (en plus de limiter les consommations de GNR et les besoins de mécanisation). **En maraîchage bio, il convient de préciser que les herbicides utilisés pour détruire des biomasses sans travail du sol ne sont pas autorisés en AB.**

Le sujet « sol » est particulièrement complexe et lié à un historique, un territoire et un climat donné (pédogenèse, contexte pédoclimatique et historique agricole) ; ainsi il convient d'être vigilant quant aux volontés de dupliquer des exemples tirés d'autres territoires dans un contexte pédoclimatique différent. **Le travail du sol impacte l'activité biologique oui, mais un sol travaillé ne veut pas dire sol mort, notamment sur des pratiques d'agriculture biologique, considérant aussi qu'il existe une très grande variété de travaux de sols, plus ou moins « agressifs » pour l'activité macro et micro biologique des sols.** Le recul agronomique (et économique) sur des pratiques historiques en maraîchage biologique (sol travaillé) est conséquent (depuis l'invention/l'usage de la charrue) quand le recul sur du maraîchage biologique en sol systématiquement non travaillé à l'échelle d'une carrière est inexistant (bien que certains exemples identifiés peuvent revendiquer 2 décennies de recul, peu nombreux à l'échelle nationale selon nos connaissances actuelles, avec d'ailleurs l'émergence d'un certain nombre de contraintes agronomiques). **Une bonne approche n'est probablement pas d'aborder la question sous l'angle d'un dogme (non travail du sol impératif ou travail du sol systématique impératif) mais plutôt sur un ajustement des pratiques vers des itinéraires avec travail du sol réduit au maximum quand c'est possible et « sécurisé », sans se l'interdire absolument en toutes situations qui pourra déboucher sur de fortes contraintes et impacts agronomiques et économiques.** Saluons toutefois les pionniers qui expérimentent à l'échelle de leur ferme le maraîchage bio sans travail du sol en assumant à leur niveau les risques encourus liés au manque de recul conséquent sur ces pratiques qui restent à fort potentiel sur certains aspects ; où l'on constate sur le terrain de belles réussites mais aussi certaines difficultés.

TRAITEMENTS ET PROTECTION DES CULTURES

Les cultures légumières sont sensibles à de nombreux bio agresseurs. Les approches préventives et prophylaxie sont très importantes et généralisées en maraîchage biologique. Toutefois, face à la relative fragilité des cultures et des pressions sanitaires parfois importantes, le recours à la pulvérisation (avec différents produits mais tous UAB, utilisables en AB) est parfois nécessaire. On constate parfois des volontés de ne pas recourir à la pulvérisation sur les cultures maraîchères. Ce positionnement peut être clairement défavorable à la réussite et à la stabilité des activités de maraîchage biologique. Cette solution, idéalement mobilisée en dernier recours, reste nécessaire dans de nombreuses situations. Il convient également de différencier les pratiques entre systèmes : par exemple, l'usage du cuivre dans certaines situations, à dose maîtrisée (2 kg/ha de cuivre métal par exemple) et utilisé sur une partie seulement des cultures (1 an sur 3 sur une même parcelle par exemple en lien avec les rotations), est incomparable avec les pratiques d'antan en viticulture (20 kg/ha/an de cuivre métal ... ?), à l'époque où les inconvénients du cuivre n'étaient pas encore perçus. Autre exemple, le spinosad fortement décrié, peut être nécessaire en maraîchage bio diversifié, mais sur des usages relativement faibles à l'échelle de la ferme (exemple : usage uniquement sur doryphore / pomme de terre soit 1 ou 2 fois tous les 5 ans sur une même parcelle selon le délai de retour de la PDT) qui sont différents d'usages systématiques à dose élevée et tous les ans... Le pulvérisateur est un outil incontournable pour sécuriser les productions, y compris en agriculture biologique. Les alternatives aux produits UAB controversés ont été ou sont en cours d'étude, il semble apparaître à ce jour que les alternatives (de type PNPP/substances de bases par exemple) n'ont pas toujours des niveaux d'efficacité comparables aux solutions controversés, notamment en conditions de forte pression, mais sont des leviers mobilisables pour tendre vers un usage réduit de ces produits de protection de plantes en AB. Cette thématique semble être un axe de travail intéressant pour l'avenir (parmi d'autres nombreux sujets...), sous réserve d'identifier des solutions réellement faisables, efficaces, sécurisées et à coût acceptable.

AUTONOMIE, AUTARCIE, RÉSILIENCE

La recherche d'autonomie des systèmes est souvent présente au sein des systèmes maraîchers bios diversifiés orienté vente directe/circuits courts. Plus d'autonomie sur la ferme peut signifier plus de résilience aux aléas des marchés fluctuants, mais comme vu à travers certains exemples, plus d'autonomie (au sens moins d'intrants) peut aussi être synonyme de moins d'efficacité économique. Il convient donc **de mesurer sur une thématique donnée, les impacts de cette recherche d'autonomie sur toutes les variables liées au travail, à l'économique, à l'éthique.** Si la recherche d'autonomie (rationalisée) est une forme de fil rouge commun à de nombreux maraîcher(e)s bio, l'autarcie quant à elle (aucun intrants extérieur) semble utopique et inatteignable à ce jour, tant les intrants nécessaires au maraîchage biologique sont multiples, diversifiés et nécessaires pour tendre vers une pérennité du système de production.

ENGRAIS ORGANIQUES DU COMMERCE (EOC)

L'usage des engrais organique du commerce en maraîchage biologique est très commun et est parfois soumis à une mauvaise image car les éléments entrants dans leur composition ne sont pas systématiquement issus de l'agriculture biologique (notamment parce que les gisements de matières premières sont insuffisants). Malgré ces limites, on peut déjà différencier ces matières organiques selon le type et la provenance des matières premières qui les composent. Par ailleurs, dans certains territoires, les effluents d'élevage ne sont pas facilement disponibles, en complément du fait que leurs usages nécessitent des outils pas toujours présents sur les systèmes maraîchers bios (épandeurs, chargeurs et tracteurs adaptés notamment) ; la gestion manuelle des effluents d'élevage n'étant acceptable que sur des petites surfaces. Egalement, les EOC sont globalement 10 fois plus concentrés en nutriments que des effluents d'élevage : pour les EOC, on parle de % de N P K quand en effluent d'élevage on parle par exemple de kg/T de N P K donc des « pour mille ». Ainsi, pour une même quantité d'apports de ces éléments, il faudra travailler 5 à 10 fois plus de matière avec des effluents d'élevage qu'avec des EOC (à nuancer au cas par cas en réalité). Précisons que la seule approche quantitative « nutriments » n'est pas satisfaisante en AB. Par ailleurs, les EOC sont des produits normés et contrôlés, avec une forme de garantie de qualité et de comportement agronomique (ce qui n'empêche pas des approches probablement trop commerciales parfois), quand les effluents d'élevage pourront avoir des propriétés variées et variables selon de nombreux paramètres. Les EOC présentent également l'intérêt de pouvoir être utilisés juste avant implantation des cultures, ce qui n'est pas toujours le cas avec des effluents d'élevage. Ainsi, un usage raisonné des EOC est encouragé et pertinent dans certaines situations, malgré leur coût en constante augmentation ; charge qui sont compensées par l'augmentation de la production amenée par ces outils quand ils sont utilisés correctement. **De nombreux leviers agronomiques existent pour parvenir à un objectif d'usage « à minima » ; une fiche technique est/sera dédiée spécifiquement à ce sujet (les couverts végétaux étant notamment un levier à grand potentiel).**

ÉQUIPE ET COÛTS DU TRAVAIL

Le travail à plusieurs sur les fermes maraîchères bio diversifiées est un atout : de nombreuses opérations seront réalisées plus efficacement à 2 ou à plusieurs plutôt que tout seul. Certaines actions ne peuvent simplement pas être réalisées seul (binages guidés ou planteuses par exemple). Il existe cependant des fermes maraîchères bio viables avec un(e) seul(e) exploitant(e) sans autre main d'œuvre extérieure. Différentes situations sont constatées : travail sur le ferme seul, entre associés, avec de la main d'œuvre extérieure. Chaque approche présente ses avantages et inconvénients qu'il convient de comprendre et d'anticiper. La main d'œuvre concernée aura un coût (et une efficacité) différent selon si l'on considère un(e) exploitant(e) (ou assimilé), un saisonnier, un salarié permanent, un stagiaire, un apprenti, un woofeur, un bénévole... Le travail non déclaré est interdit. Des questions d'assurances se posent en cas d'accident. L'usage de main d'œuvre « bon marché » (type woofeur, stagiaire, apprenti par exemple) ne doit pas être réduit à une main d'œuvre peu coûteuse ou gratuite, puisque dans ces situations, il est attendu des retours non marchand tel que formation des concernés (qui prend du temps), avantages en nature (logement, nourriture...) ; et que la viabilité de la ferme ne doit pas dépendre de ce travail non ou insuffisamment rémunéré. Quand on cherche à dupliquer (s'inspirer d') un système donné, il est impératif d'analyser ces aspects en amont pour déterminer si la duplication est possible/cohérente ou non. Cette question de la pertinence d'une duplication potentielle ou non d'un « modèle » (ou plutôt source d'inspiration) concerne également de nombreuses autres thématiques.

DIVERSIFICATION

La diversification est attrayante pour de nombreuses raisons. Le maraîchage biologique diversifié est l'une des typologies agricoles cultivant le plus d'espèces végétales différentes (20 à 40 espèces différentes dans les assolements). De nombreux maraîchers apprécient cette diversité cultivée, bien qu'elle sous-entend aussi une complexité technique. Pour cette raison, selon la maîtrise technique du concerné, **il peut être recommandé de ne pas partir sur 40 légumes cultivés dès la première année de production en limitant la gamme produite aux incontournables.** Au-delà des légumes, certaines fermes ont su structurer des systèmes viables avec plusieurs ateliers et une grande diversification d'ateliers dès la création d'activité ; malgré cela, la majorité des réseaux de développement agricole et bon nombre de maraîchers d'expérience s'accordent pour dire que la diversification sur différents ateliers dès le démarrage d'activité (ateliers poudeuses ou autre élevage + arboriculture + PAM + transformation par exemple) est une source potentielle d'épuisement et d'inefficacité économique. Notamment car la production de légumes bio diversifiés est déjà un challenge sur cette activité uniquement, compte tenu des nombreux champs de compétences nécessaires et la diversité cultivée envisageable ainsi que du télescopage des temps de travaux (et investissements) à consacrer aux différentes activités. Malgré ces quelques réserves, il est évident que certains ateliers peuvent avoir des complémentarités très intéressantes (élevage et productions végétales, fruits et légumes, légumes transformés...) ; où il convient toutefois de distinguer les approches d'1 personne sur 4 ateliers ou d'un collectif de 4 personnes sur 4 ateliers sur un même site par exemple.

SERRES ET ABRIS

On constate parmi certains candidats à l'installation une forme de réticence pour investir dans des serres et abris. L'argument principal avancé concerne le coût de ces outils de production et l'aspect « contre saison » ; qu'il convient de distinguer entre serres froides et serres chauffées (avec quelle énergie ?). **S'il est vrai qu'il faut être en mesure de financer et amortir ces investissements, il convient de considérer que ces investissements sont finalement relativement vite rentabilisés.** En effet, les chiffres d'affaire (CA) générés par les cultures sous abris sont largement supérieurs aux CA générés par les cultures en plein champ (à nuancer en réalité – les cultures sous abris pouvant générer aussi plus de charges puisque plus gourmandes en intrants et/ou en main d'œuvre, au moins pour les cultures d'été palissées). Les serres sont des outils incontournables des systèmes maraîchers bios diversifiés : elles permettent de sécuriser et hâter les productions d'automne, d'hiver et de printemps (légumes feuilles, racines et primeurs/ bottes notamment – nécessaires pour une bonne gamme hivernale et printanière par exemple), de limiter les pressions sanitaires provoquées par les pluies, de faciliter la gestion des cultures palissées grâce aux supports de cultures fixes. On constate aussi en tendance, que plus les systèmes maraîchers sont à dimensions réduites, plus la proportion de serres dans les surfaces cultivées augmente. Les serres contribuent largement à permettre d'atteindre des CA/m² élevés et sont donc des incontournables pour permettre la production d'une gamme complète à l'année et/ou quand l'optimisation de la productivité des surfaces cultivées est une priorité. La volonté de ne pas mobiliser ces outils pour raison éthique en lien avec la déconnexion des cycles naturels peut alors se heurter rapidement à la réalité agronomique et/ou commerciale selon les situations (sans oublier qu'une partie des légumes cultivés à ce jour ont été sortis de leur milieu naturel d'origine pour être cultivés chez nous...).



AIDES HORS SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

La nouvelle mouture de la PAC propose une aide « petit maraîchage » mise en place pour les fermes cultivant des légumes (ou petits fruits) et ayant une SAU < 3 Ha. Mais il faut savoir qu'historiquement, le maraîchage biologique diversifié à petite échelle n'ont pas été soutenu par la PAC au regard des montants des aides surfaciques rapportées aux CA générés par ces surfaces. Dans le passé plusieurs fermes ont fait le choix de ne pas mobiliser les aides PAC au regard du travail administratif à fournir ramené au montant de l'aide concernée, avec une forme de fierté de se construire un revenu agricole indépendamment des aides européennes.

Selon la MSA, une proportion non négligeable des agriculteurs, toutes filières confondues, mobilisent les aides sociales telles que prime d'activité ou RSA, faute de revenu dégagé par leur activité. Certains maraîchers mobilisent ces aides, d'autres non, et dépendront notamment du positionnement du praticien quant à toucher des aides sociales, en lien avec leurs besoins individuels de revenus et les différences parfois constatées entre revenu réel et revenu forfaitaire pour les fermes au micro BA par exemple. Il convient donc de relativiser le recours à ces aides de complément de revenu en lien avec la réalité du fonctionnement agricole moderne en général. L'objectif de se rémunérer grâce à son travail peut être considéré comme une base fondamentale de l'entrepreneuriat, cependant, appliqué à la réalité agricole d'aujourd'hui, cette notion peut amener à des discussions, échanges et questionnements profonds. **N'oublions pas pour terminer de mentionner le crédit d'impôt bio**, qui depuis plusieurs années est mis en place et demandé par la plupart des maraîchers biologiques rentrant dans les critères définis par ce dispositif, qui comptablement, est différent des subventions de la PAC par exemple. **Ce crédit d'impôt bio, d'un montant conséquent, ainsi que la plupart des aides en général, ne doit cependant pas s'envisager comme un mécanisme pérenne : ces aides sont validées pour une durée de quelques années seulement et il n'est pas possible de garantir son maintien à moyen/long terme.** Si les montants PAC sur les CA générés par le maraîchage bio sont (étaient) faibles, le montant du Crédit d'impôt bio peut quant à lui être conséquent au regard des CA générés par des petites structures. **Quand on s'intéresse aux chiffres d'une ferme, il est alors capital d'identifier précisément ces aides, si elles sont mobilisées ou non et sous quelle forme elles sont pris en compte ou non dans les chiffres exposés** (par exemple : revenu disponible horaire avec ou sans crédit d'impôt bio ? 4 500 € de crédit d'impôt bio pour 2000h de travail annuel, c'est potentiellement 2,25 €/h en plus de revenu, ou 375 €/mois ; ce sont donc des montants conséquents intégrés ou non dans les chiffres présentés).



Illustration des approches éthiques par la variabilité des pratiques sur le terrain chez les maraîchers bio diversifiés : des choix éthiques fort vers une forme d'autonomie (mulch avec matières locales, pas d'engrais bouchons et de travail du sol...) d'un côté, des choix d'efficacité économique de l'autre (paillage biodégradable, bouchons, travail du sol), impactant l'efficacité économique. Attention ! Exemple très ponctuel à intégrer dans une approche globale à l'échelle de la ferme et des praticiens

CONCLUSION

Pour conclure, il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur tel ou tel positionnement éthique. **Chacun est libre de faire ses propres choix puis de les assumer.** Cependant, on constate sur le terrain une forme d'idéalisation du métier ou de mauvaises interprétations de données communiquées (de façon plus ou moins transparente et détaillée) par certains acteurs s'intéressant ou pratiquant le maraîchage biologique diversifié. **Cette fiche technique a donc été conçue pour permettre une forme de prise de recul quant aux impacts économiques de ces choix éthiques.** Le dimensionnement d'un système économiquement viable à l'éthique très poussé dès le démarrage n'est probablement pas impossible, cependant l'impact économique cumulé de tous ces positionnements pourront amener à des difficultés potentielles de rentabilité de l'entreprise maraîchère biologique diversifiée. De nombreux maraîchers bios d'expérience expliqueront que des compromis ont été faits entre le projet idéal et la réalité du démarrage d'activité ; puis une fois consolidé, des adaptations de pratiques peuvent avoir lieu selon les priorités et situations particulières des praticien(ne)s concernés.

QUI CONTACTER ?

CÉDRIC HERVOUET

Conseiller technique maraîchage bio

06 89 49 58 83

c.hervouet@agrobio40.com



• AGROBIO 40 •



• BIO NOUVELLE-AQUITAINE •

AVEC LE
SOUTIEN DE

PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE
*Liberté
Égalité
Fraternité*



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**